



Le Secrétaire général

Message publié à l'occasion de la Journée internationale de la femme

8 mars 2011

Il y a 100 ans, alors que le monde entier célébrait pour la première fois la Journée internationale de la femme, l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme étaient des idées plutôt extrêmes. À l'occasion du centenaire de cette journée, nous rendons hommage aux progrès considérables accomplis grâce à une mobilisation résolue, à une action pratique et à des politiques éclairées. Pourtant dans de trop nombreux pays et de trop nombreuses sociétés, les femmes restent des citoyennes de deuxième ordre.

Bien que le fossé entre hommes et femmes en matière d'éducation se comble, il existe des écarts importants entre les pays et à l'intérieur d'un même pays, et beaucoup trop de filles sont encore privées de scolarisation, quittent prématurément l'école ou achèvent leur cycle d'étude avec peu de compétences et encore moins de débouchés. Les femmes et les filles continuent aussi d'être victimes d'une discrimination et d'une violence intolérables, souvent aux mains de leur conjoint ou de leurs proches. À la maison comme à l'école, sur le lieu de travail et dans la société, être une femme est trop souvent synonyme d'être sans défense. Et dans de nombreuses régions en proie à un conflit, la violence sexuelle sert délibérément et systématiquement à intimider les femmes et la société tout entière.

Ma campagne Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et le Réseau d'hommes influents s'emploient à mettre un terme à l'impunité et à faire changer les mentalités. De plus en plus, la communauté internationale est résolue à réprimer et à empêcher les agressions sexuelles commises en situations de conflit et à faire davantage pour que soit appliquée la résolution 1325 (2000), résolution historique du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, qui souligne l'importance de faire participer les femmes à tous les aspects de la consolidation et du maintien de la paix.

Un autre domaine dans lequel il faut d'urgence faire de nets progrès est celui de la santé des femmes et des enfants. Le Sommet de septembre 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement a consacré l'importance vitale de cette question et les États Membres et la communauté des donateurs ont annoncé qu'ils appuieraient vigoureusement ma stratégie mondiale, qui vise à sauver des vies et à améliorer la santé des femmes et des enfants au cours des quatre prochaines années.

Dans le domaine de la prise de décisions, plus de femmes dans plus de pays occupent désormais le siège qui leur revient au parlement. Mais moins de 10 % des pays ont une femme chef d'État ou de gouvernement. Même dans les pays où les femmes occupent le devant de la scène politique, elles sont souvent très sous-représentées dans d'autres domaines de la prise de décisions, y compris aux plus hauts niveaux du commerce et de l'industrie. Une initiative récente de l'ONU – les

principes d'autonomisation des femmes, auxquels adhèrent désormais plus de 130 grandes entreprises – vise à corriger ce déséquilibre.

Cette année, la Journée internationale de la femme est consacrée à l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie. La téléphonie mobile et Internet, par exemple, peuvent permettre aux femmes d'améliorer la santé et le bien-être de leur famille, de tirer parti des possibilités d'exercer des activités rémunératrices et de se protéger de l'exploitation et du danger. L'accès à ces outils, ainsi qu'à l'éducation et à la formation, peut aider les femmes à rompre le cycle de la pauvreté, à lutter contre l'injustice et à exercer leurs droits.

La création, cette année, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes) est la preuve que nous sommes résolus à concrétiser nos aspirations. Ce n'est qu'en garantissant aux femmes la participation à part entière et à part égale à tous les domaines de la vie publique et privée que nous pouvons espérer bâtir la société viable, pacifique et juste que promet la Charte des Nations Unies.